

DECISION DU PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION LUNEL AGGLO

Objet : Signature de la convention de co-organisation du festival de Flamenco à Lunel

Le Président de la Communauté d'Agglomération Lunel Agglo,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération en date du 29 avril 2026 par laquelle le Conseil d'Agglomération porte délégation au Président de prendre toutes décisions relatives à l'élaboration, la signature et l'exécution des conventions liées à la mise en œuvre d'une compétence de Lunel Agglo ou à toute convention de partenariat / co-organisation, hors subvention à toutes personnes publiques ou privées, dans la limite de 50 000 €,

Considérant que la Communauté d'Agglomération Lunel Agglo souhaite apporter son soutien aux communes membres dans l'organisation de leurs manifestations culturelles,

Considérant que la commune de Lunel organise un festival de Flamenco depuis plusieurs années et que cet évènement permet au public de connaître cette culture.

DECIDE

Article 1 : de signer une convention de co-organisation dans le cadre du festival de Flamenco organisé sur la commune de Lunel du 6 au 9 novembre 2026, et de financer certaines actions liées à l'organisation de cet évènement à hauteur de 1 000 €.

Article 2 : La présente décision sera inscrite au registre des décisions de la Communauté d'Agglomération, un extrait en sera affiché à la Communauté d'Agglomération et un exemplaire notifié à son destinataire.

Article 3 : Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Lunel Agglo est chargé de l'exécution de la présente décision.

Expédition en sera adressée à Madame la Préfète de l'Hérault, à Montpellier.

Fait à Lunel, le 25 juin 2026

DECISION n°128-2026	
Transmis en Préfecture le	02-07-2026
Affiché le	
Notifié le	

Le Président de la CA Lunel Agglo
Conseiller Départemental de l'Hérault
Maire de Villetelle
M. Jérôme BOISSON



La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif préalable auprès du Président de la Communauté de Communes du Pays de Lunel dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter :

- De sa publication ou notification
- De la décision de rejet prise par l'autorité compétente suite à l'exercice d'un recours administratif préalable
- Du silence gardé par l'administration pendant un délai de 2 mois suite à l'exercice d'un recours administratif préalable. (Articles R.421-1 à R.421-7 du code de justice administrative).

Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr